

## REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, lorsque j'ai signalé qu'il était 1 heure, j'étais à parler de la notion de stratégie industrielle au Canada. Des gens m'ont demandé: «Qu'est-ce que c'est la stratégie industrielle, un nouveau slogan politique?» De la manière dont on en parle dans le discours du trône, il n'est pas difficile de se rendre compte de l'interprétation qu'on peut lui donner ou de se demander pourquoi poser une question de ce genre sur la signification de l'expression stratégie industrielle. Mais, pour un grand nombre de gens et pour moi, c'est beaucoup plus qu'un slogan. Pour moi, c'est une définition d'une certaine orientation fondée sur des priorités précises et choisies pour nous conduire vers un but précis. Cela signifie l'adoption d'une orientation à long et à moyen termes au lieu d'un plan de fortune en vue de résoudre de jour en jour et d'heure en heure les problèmes qui se posent.

Un certain nombre de stratégies différentes, stratégies industrielles et d'expansion économique, s'offrent au Canada, comportant la définition des diverses priorités. En d'autres termes, les stratégies adoptées le seraient en fonction, tout au moins dans une certaine mesure, de l'ordre des priorités fixées. Le gouvernement ne nous a pas indiqué ces objectifs prioritaires, et certainement pas au cours du discours du trône. J'estime important pour la population du Canada que j'expose ce que sont ces priorités essentielles à mes yeux, et ce qu'elles seraient, dans le cadre d'une stratégie industrielle ou économique des conservateurs progressistes. Notre premier objectif serait de créer des emplois utiles en nombre suffisant pour les Canadiens, et rien n'indique que le gouvernement du Canada reconnaît vraiment cette priorité. Notre deuxième objectif est de pallier les disparités régionales au moyen d'un programme suivi d'expansion économique. Il s'ensuit que l'opération est à repenser entièrement. Notre troisième priorité est la recherche d'une croissance économique régulière, tant du point de vue du produit national brut que de celui de la productivité, au moyen d'un programme de mesures visant à encourager les initiatives des Canadiens dans tous les secteurs du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et des autres occupations, alors qu'aujourd'hui nous constatons un climat de mécontentement à l'égard de toute notre activité économique au Canada, au lieu d'un climat d'encouragement.

En quatrième lieu, nous estimons qu'il est tout à fait prioritaire de proposer aux Canadiens un objectif national, car, faute d'un tel objectif, nous ne saurions aller bien loin. J'estime que le gouvernement actuel, plutôt que de proposer aux Canadiens un objectif national, n'a fait que diviser notre peuple.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** En matière de stratégie nationale, ce sont là, à mes yeux, les priorités essentielles que tout gouvernement digne de ce nom aurait dû s'assigner pendant toutes ces années, non pas sous la forme d'une série de mesures isolées sans aucun lien entre elles, mais sous la forme d'un ensemble de mesures s'insérant dans une stratégie globale visant à la mise en valeur du Canada. Voilà ce que le gouvernement aurait dû faire, mais celui-ci, sous la direction du très honorable représentant, n'a même pas réussi à amorcer le processus et c'est pour cette raison que ce gouvernement sera, à juste titre, jugé sévèrement par les Canadiens dans les années à venir.

Abstraction faite de ces priorités, il est un certain nombre de mesures précises que le gouvernement actuel aurait dû énoncer dans le discours du trône que nous avons entendu hier. Ainsi, par exemple, il aurait dû faire ressortir les responsabilités qu'assume le gouvernement fédéral dans le domaine de l'aide aux gouvernements provinciaux et locaux aux prises avec des dépenses de bien-être social de plus en plus considérables occasionnées par le chômage dont le gouvernement fédéral actuel porte la responsabilité. On aurait dû essayer de mettre un frein à la désintégration continue du mode de vie que représente l'exploitation agricole familiale. Certains de mes partisans en cette enceinte auront beaucoup à dire à ce sujet, monsieur l'Orateur.

• (1410)

On aurait dû prendre des mesures efficaces pour assurer la conservation de nos pêches. Certains de mes collègues auront beaucoup à dire encore à ce sujet, monsieur l'Orateur.

On aurait dû proposer de rallier les Canadiens pour combattre l'inflation et, notamment, pour préciser le rôle de la Commission des prix et des revenus. Je le répète, nous devrions lutter de pied ferme, actuellement, pour faire accepter des directives afin de juguler l'inflation. La Banque du Canada est en grande partie responsable de la tenue de notre économie. Compte tenu des difficultés que nous avons éprouvées, il faudrait réviser de fond en comble les politiques bancaires face à la croissance économique, au chômage et à l'inflation de ces dernières années.

Nous devrions immédiatement adopter le principe d'un budget de plein emploi au Canada. L'idée n'est plus révolutionnaire. Ce grand radical, le président Nixon, l'a adopté aux États-Unis et la province d'Ontario l'applique.

**M. Gibson:** Êtes-vous pour «Perspectives-Jeunesse»?

**L'hon. M. Stanfield:** Je suis tout disposé envers les jeunes.

**M. Gibson:** Mais non à leur ouvrir des perspectives.

**L'hon. M. Stanfield:** Je suis même favorable aux perspectives qui pourraient servir le député qui vient de m'interrompre.

**M. Gibson:** Merci beaucoup.

**L'hon. M. Stanfield:** Je conçois fort bien qu'un tel principe budgétaire ne garantisse pas le plein emploi. Mais il nous montrerait clairement si tel budget est vraiment expansionniste ou non pour l'ensemble de l'économie.

On aurait dû annoncer la prise de dispositions immédiates pour réparer les torts du gouvernement envers les vieillards pensionnés et pour indexer, à cette fin, les augmentations de la pension de vieillesse sur le coût de la vie.

Il aurait fallu prévoir de quelque façon un programme destiné à améliorer notre situation commerciale dans le monde, en plus des nouvelles modalités de crédit, que j'approuve; j'espère du moins pouvoir le faire quand elles nous seront présentées. Outre les missions commerciales et autres à l'étranger, on aurait dû annoncer un programme conforme à la réalité du monde moderne et partant du principe que nos entreprises doivent entrer en concurrence dans le monde tel qu'il est de nos jours. Tout cela exige une structure, une politique fiscale et une politique de concurrence qui permettent à nos industries, notamment l'agriculture, d'entrer en concurrence dans le monde tel qu'il existe actuellement et non à la façon dont certaines gens d'Ottawa voudraient se l'imaginer. Nos industries doivent être mises en mesure de rivaliser avec les autres.